

LE PARTI...?

Larousse définit le parti comme un «*groupe de personnes opposées à d'autres par les opinions, les intérêts, etc...*». De ce point de vue, on est en droit de considérer que le seul vrai parti de la classe ouvrière - et dans la mesure où les «*opinions*» ne sont, le plus souvent que le reflet idéalisé des «*intérêts*» - a toujours été et demeure l'organisation syndicale.

L'objectif des partis politiques, même lorsqu'ils s'auto-proclamaient «*ouvriers*» n'a jamais été la défense des intérêts ouvriers mais, tout bonnement, l'exercice du pouvoir d'État (légalement ou pas, le «*coup d'État*»). C'est ce qui explique, si on prend l'exemple du PCF ou de la SFIO les pitoyables palinodies dont leur histoire est faite.

Cela étant, les travailleurs ont, malgré tout, besoin d'une «*représentation politique*», le tout étant de savoir à quoi elle est destinée... d'où, entre autre, l'importance du «*programme*».

S'il l'objectif était l'exercice du «*pouvoir d'État*» - au demeurant de quel pouvoir?... Celui d'être les collaborateurs, autrement dit les larbins du *Saint Empire Romain Germanique*, on voit mal, du point de vue de la défense des intérêts de classe où serait l'intérêt?... sauf, évidemment, pour les politiciens de tout poil à la recherche d'un job qui les aide à sortir de leur médiocrité naturelle.

Nous ne sommes plus en 1905, les républiques bourgeoises ont vécu et, aujourd'hui, moins que jamais, le «*crétinisme parlementaire*» ne saurait trouver l'ombre d'une justification théorique.

Dans ces conditions, et compte tenu de la nécessité d'organiser la «*résistance*» face aux institutions totalitaires de l'Europe vaticane, l'affrontement au pouvoir et le combat pour la démocratie demeurent les seuls objectifs possibles pour ceux qui veulent œuvrer efficacement à la défense des intérêts de classe.

Il est clair que de tels objectifs ne sauraient interdire à des anarchistes de prendre leur juste part à la nécessaire construction du «*parti ouvrier indépendant*»... du patronat certes, mais aussi et surtout du super État théocratique que les politiciens de gauche et de droite veulent nous imposer!

Alexandre HÉBERT.

RÉCIDIVE...

En rappelant le «*dérapage national-socialiste*» et le «*Saint Empire Romain Germanique*», Jean-Pierre Chevènement a soulevé une vertueuse indignation chez tous les séides de «*l'Europe fédérale*» (opposés à l'*Europe des Nations*).

Pourtant... pour ceux qui ont vécu la dernière guerre mondiale, la propagande nazie ne se bornait pas à l'anti-«*judéo-maçonnisme*», mais aussi, et surtout, affirmait vouloir la construction de «*l'Europe nouvelle*»... *Neue Europa*! En France, tristement illustrée par la création de la «*Légion Charlemagne*».

Cela étant, il serait naïf d'attendre d'un Ministre de la gauche plurielle plus qu'il ne peut donner. Cependant, les propos de J.P. Chevènement auront au moins le mérite d'apporter un début de réponse à une question toute bête:

«Dans l'Europe vaticane et subsidiaire, jusqu'où aura-t-on le droit «d'ouvrir sa gueule»?

Alexandre HÉBERT.
